

7 octobre 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, au Palais des Congrès de la Nation, notamment sur le désarmement et l'aide au développement, Buenos Aires, mercredi 7 octobre 1987.

Monsieur le président de l'Assemblée législative,

- Messieurs les président,

- Mesdames et messieurs,

- Il est toujours émouvant, pour l'ancien parlementaire que je suis, de se retrouver dans un -cadre qui lui est familier et de s'adresser aux véritables acteurs du débat démocratique : je veux dire aux représentants du peuple dans sa multiple diversité. C'est là un privilège dont je n'use qu'à l'étranger - et particulièrement chez vous - puisque notre propre constitution française interdit au Président de la République de se rendre au Parlement. Je retrouve donc, ici, avec vous, le fil d'une longue action menée au sein du Parlement français dans les deux assemblées pendant 35 ans avant que d'autres charges ne m'appellent.

- Nous avons beaucoup de choses à nous dire, et on ne peut pas toutes les dire. Le temps nous est compté et déjà, monsieur le Président a exploré certaines des idées fondamentales qui occupent notre pensée.

- Mais comment ne pas évoquer, pour commencer, la joie qui fut la nôtre en France, en Occident, lors du retour en ces lieux de la représentation nationale, le 29 novembre 1983, pour la session inaugurale qui ouvrait une nouvelle page de l'histoire de votre pays.

- Quand la vie constitutionnelle s'interrompt brutalement, quand un long silence s'installe sur les lieux où doit se discuter et se voter la loi, c'est la nuit propice aux mauvais coups qui s'empare d'un pays tout entier. Sans vie parlementaire, c'est le droit et c'est la sûreté des citoyens qui cessent d'être garantis. La France ne fait pas la leçon. Elle a connu, elle aussi, de longues épreuves. C'est pourquoi elle sait la valeur de l'amitié, et, si j'ose dire, de l'amour qui lui fut consenti aux heures difficiles de son histoire. Et parce que, le 24 août 1944, des foules argentines se sont rassemblées spontanément pour célébrer, pour acclamer, pour chanter la libération de Paris, nous avons d'autant plus partagé avec vous la ferveur du jour où liberté et démocratie vous ont été rendues.

- Comme c'est sa vocation, la France qui se veut terre d'asile, avait ouvert ses portes à des milliers de vos compatriotes qui ont vécu chez nous la douleur d'un exil prolongé. Je ne sais si nous avons pu adoucir leurs peines, mais je puis vous assurer que nous avons profondément ressenti l'honneur qu'ils nous ont fait en choisissant notre foyer pour vivre et espérer. Mais ce n'est pas à sens unique. Parallèlement, l'Argentine a été plusieurs fois, à travers le temps, terre d'accueil pour de nombreux Français. Et nombreux sont ces Français qui, aujourd'hui mêlés à votre peuple, vivent votre vie et partagent vos travaux.

- Une fois ce rappel évoqué, je veux rappeler les valeurs que nous partageons, parce que cela revient à exhalter notre commun attachement aux libertés. Le combat pour les Droits de l'Homme est un combat de chaque jour, et je sais le -prix que la Nation argentine a payé pour conduire ce combat à son terme.

- Je salue avec respect et reconnaissance le courage individuel et collectif de ceux qui ont permis à l'Argentine de se trouver au premier rang des Nations qui défendent les principes - nos principes - de la déclaration universelle des Droits de l'Homme. Et je le fais avec d'autant plus de

principes de la déclaration universelle des droits de l'homme. Et je le fais avec à certains près la force que dans peu de temps, dans deux ans, sera célébré le bicentenaire de la Révolution française dont l'écho a retenti si fort en mai 1810, à l'aube de votre patrie. Eh bien, mesdames et messieurs nous ne voulons plus avoir à pleurer sur des démocraties défuntes, mais nous tenir fraternels et vigilants aux côtés des démocraties renaissantes.\

Je voudrais maintenant, aborder devant vous en peu de mots, avec le minimum de mots, quelques questions de fond qui se posent à vous, qui se posent à nous et qui occupent aujourd'hui la scène du monde. Je vous dis ma conviction - je la répète partout où je vais, sur toutes les tribunes internationales, dans mon pays aussi - je vous dis ce que je pense. Les deux grandes affaires du temps présent s'appellent : désarmement et développement.

- Sans doute, ce résumé paraîtra trop simple car il y a beaucoup d'autres choses à dire mais allons à l'essentiel. C'est du désarmement d'une part et du développement d'autre part que naîtront les conditions de la paix entre les hommes pour la fin de ce siècle et pour l'autre.

- Le désarmement. J'appartiens à un pays qui a vécu depuis le début du siècle, les deux guerres mondiales et qui en a été cruellement éprouvé au point d'être encore, aujourd'hui marqué par ces blessures. Depuis la dernière guerre mondiale, je tiens pour un principe absolu que l'équilibre entre les forces des blocs en présence - puisque malheureusement il y a blocs en présence, à l'Est et à l'Ouest - est la garantie de la paix. Mais cette proposition doit être aussitôt complétée : l'équilibre au niveau le plus bas possible. Or, depuis quelques quarante-deux ans, les plus grandes puissances n'ont pas cessé de s'armer et, tandis que l'on parlait désarmement, elles surarmaient. Aujourd'hui, cinq puissances disposent de l'arme nucléaire dont la France. Mais il faut connaître les rapports de force : on sait que les Etats-Unis d'Amérique disposent de quelques 13000 charges nucléaires, qui pour la plupart traversent l'Atlantique, que l'Union soviétique en possède quelques 11 à 12000 qui, dans l'autre sens, traversent aussi l'Atlantique & bref, il s'agit d'armes stratégiques puisqu'elles peuvent atteindre le sol de l'un ou l'autre empire.

- Eh bien, je le dis, plutôt que de voir ces deux grands pays chercher de mois en mois à perfectionner, si j'ose dire, leur armement, à le multiplier, je préfère les voir enfin pour la première fois, réduire leurs armes. Il s'agit, en l'occurrence, de ce que l'on appelle les armes nucléaires intermédiaires à moyenne portée `FNI`, ce qui, en langage simple, veut simplement dire les armes qui ne traversent pas l'Atlantique. Mais je n'oublie pas, moi Français, que les armes soviétiques qui ne traversent pas l'Atlantique peuvent parfaitement atteindre la France.

- Je ne prête pas d'intention belliciste à l'Union soviétique d'aujourd'hui et je crois que la démarche vers le désarmement est une démarche authentique. Mais il vaut mieux parler clair lorsque l'on traite de ces choses. Je me réjouis donc du projet d'accord qui doit engager l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique vers la disparition de deux types d'armes nucléaires dites intermédiaires. Ce sera déjà cela en moins et même si la masse des armes qui reste est trop considérable, on va dans la bonne direction. Bien entendu, il ne faut pas s'arrêter là. A peine voit-on à l'horizon cette réduction des armements que nous attendons des principaux responsables qu'ils réduisent sérieusement leurs armes stratégiques, qu'ils mettent un terme aux menaces chimiques et qu'ils réalisent un équilibre nouveau des armes conventionnelles.\

En même temps, mesdames et messieurs, tout doit être fait pour réduire les tensions que l'on appelle régionales ou locales, qui ont pour caractère principal de ne pas le rester longtemps, car un conflit local ou régional qui dure appelle inévitablement les deux blocs à son internationalisation. Je n'énumérerai pas la liste de ces conflits, ils sont trop nombreux : de l'Afghanistan au Cambodge, de l'Iran et de l'Irak au Liban, Israël et les pays arabes.. J'en viens à votre continent, je veux dire l'Amérique centrale et le problème des Malouines.

- Pour ce qui touche à l'Amérique centrale et plus particulièrement aux conflits ouverts du Nicaragua et du Salvador, la position de la France est claire : toute ingérence étrangère est un risque supplémentaire et une offense au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Je l'ai également répété partout où j'ai pu me rendre, y compris à la tribune du Congrès américain - m'adressant à des amis, car il s'agit d'un peuple ami - mon premier devoir était de leur dire ce qu'était la politique de mon pays. Bref, la France approuve les propositions et l'action du groupe de Contadora et du groupe d'appui auquel participe éminemment votre République. La France a

donné son accord au projet du Président Arias, du Costa-Rica, qui a été approuvé par mon pays. Elle estime que toute intervention qui viendrait s'ajouter aux difficultés présentes ne pourrait qu'être nuisible à l'ensemble des intérêts des peuples de cette région. Quant au problème des Malouines - pardonnez-moi d'employer le nom français, mais je n'oublie pas que Bougainville est passé par là -, ce qui ne doit être compris par personne comme une revendication supplémentaire - eh bien amis et alliés du Royaume-Uni, amis de la République argentine, pour choisir, il suffit de rester fidèle à la direction prise. Nous pensons que ce conflit, comme les autres ne peut se régler que par le dialogue et la négociation. Ce n'est pas à la France de dire le droit, c'est aux institutions qualifiées de le faire. C'est pourquoi la France a décidé de renouveler son vote de l'an dernier qui consiste à voter la résolution argentine qui va dans ce sens.\

J'ai dit que les deux grandes affaires de notre temps étaient le désarmement et le développement. Ce que j'ai dit du désarmement est loin d'être suffisant pour en traiter le fond mais largement suffisant pour occuper ce discours. J'en viens donc aux problèmes du développement. Ce problème, posé à des milliards d'êtres humains, sur les continents où les densités humaines s'amassent de jour en jour. Le fossé s'élargit entre les pays que l'on dit du Nord et les pays que l'on dit du Sud, entre les pays industriellement avancés et les pays en voie de développement. Si ce fossé continue de s'élargir, s'il ne se réduit pas, il sera une menace pour la paix du monde.

- L'armement des blocs militaires est une menace qui ne peut servir tant le péril est grand tandis que le sous-développement détruit de jour en jour les structures et les chances des pays qu'il frappe.

- Par égard pour votre emploi du temps, je ne ferai pas de discours sur chacun des points qui le mériterait : je veux dire les cours des matières premières, l'insuffisance alimentaire, l'endettement, le sous-équipement, disons les choses, la continuation hypocrite de certaines formes du pacte colonial. J'irai à l'essentiel qui me paraît, pour l'instant, se situer dans le problème de l'endettement.

- Mesdames et messieurs, la France est un pays créancier. Si l'ensemble des créances que nous avons dans le monde étaient payées, notre balance des paiements se porterait, sans doute, beaucoup mieux. Nous sommes aussi dans la crise, c'est donc un problème grave pour nous. La France est le grand pays industriel qui apporte sa contribution la plus forte aux aides multilatérales et bilatérales. Les Nations unies ont prescrit que l'aide au développement pourrait atteindre 0,7 % du produit intérieur brut des pays industrialisés.

- Augmentant sa contribution chaque année la France est parvenue à quelques 0,54 %. Il lui reste un effort à faire. D'autres pays comme les Etats-Unis d'Amérique, ou le Japon sont loin de disposer de leurs disponibilités comme le fait la France.

- Nous souhaitons que la Banque mondiale et que le Fonds Monétaire International, que toutes les institutions spécialisées, chargées de ce problème, soient dotées de moyens nouveaux.

- Je le dis solennellement à cette tribune, la France en prendra sa part. Mais on comprendra qu'elle ne peut se substituer aux autres et que devant les carences ou les indifférences, si sa voix peut porter, il lui est impossible, par son effort propre, de compenser ces défaillances. Je ne veux pas encourager des pays débiteurs à ne pas assumer leurs obligations, c'est un contrat de droit qui lie le créancier et le débiteur, il est normal que le débiteur assume la charge de l'obligation qu'il a contractée. Il est normal que le créancier attende le retour de ce qu'il a prêté. Voilà, c'est la définition juridique. Mais devant quel problème sommes-nous ? C'est ce dont je vais maintenant vous parler.\

En 1982, à Versailles, lors d'un Sommet des Sept Pays industrialisés, la France a proposé, a invité les autres pays qui se trouvaient présents à concevoir enfin un plan capable de répondre aux problèmes de l'endettement. Et nous l'avons rappelé d'année en année, au Sommet de Tokyo, en 1986, au Sommet de Venise, en 1987 où j'ai moi-même, ainsi que M. le Premier ministre `Jacques Chirac` du gouvernement de la République française, M. le ministre de l'économie et des finances `Edouard Balladur`, nous avons élaboré une série de dispositions tendant à assouplir le règlement de la dette soit dans les délais, je veux dire dans le temps, soit

dans les modalités de remboursement, soit dans la fourniture de nouvelles disponibilités.

- D'autres intentions se sont affirmées, le Canada, le Japon, l'Allemagne. Mais encore aujourd'hui, à l'heure où je m'exprime, ces plans n'ont pas trouvé consistance. Il y a absence des grands pays industriels, alors que le péril est là. Cultivons les évidences, un peuple qui travaille, qui produit, qui investit, qui s'épuise à la tâche et qui voit le service de sa dette contraindre les travailleurs et les producteurs à s'appauvrir : là est en germe la crise économique, et donc la crise sociale, et donc la crise politique. Et là se trouve en germe le péril pour la démocratie. Je souhaite donc, au nom de mon pays, que soient enfin reprises les initiatives concordantes qui permettront aux pays endettés d'espérer sur les années qui viennent, trouver le souffle nécessaire pour sortir de leur crise et aborder le temps prochain où ils redeviendront, comme nous-mêmes, des pays en expansion.

Mesdames et messieurs, j'aurais beaucoup d'autres choses à vous dire. J'aimerais vous parler de l'Europe, je ne le ferai pas, je veux dire de la Communauté économique européenne, dont j'entends dire par ici et ailleurs qu'elle pratique un protectionnisme excessif, notamment sur le plan agricole. Et je vois que vous m'approuvez, enfin, que vous approuvez ces paroles. Pourtant la Communauté européenne importe plus de produits agricoles qui viennent d'Argentine qu'elle n'en exporte en Argentine. Et pourtant, après avoir accepté pour ses producteurs français, ce que l'on appelle les quotas laitiers, c'est-à-dire une limitation de la production de nos producteurs agricoles, ce qui provoque, bien entendu, une crise dans le monde paysan français, la France a accepté d'acheter à l'Argentine un bon nombre de milliers de tonnes de viande.

- Je dis cela pour qu'on évite les procès trop faciles. Mais, c'est vrai que le commerce international fonctionne mal. Tout à côté d'ici, en Uruguay, l'ensemble des Nations va débattre de ce problème. Je me méfie de ceux qui dénoncent le protectionnisme, ce que je suis en train de faire, parce que j'observe que, d'une façon générale, ils sont plus protectionnistes que les autres. Le concours apporté par les Etats-Unis d'Amérique à leurs producteurs agricoles, est beaucoup plus important que le concours apporté par les pays d'Europe de la Communauté à leurs propres producteurs. Et pourtant, que de bons conseils on entend. Eh bien, il faut, en Uruguay, mettre tout sur la table : les produits agricoles, les produits industriels, les services, les normes et tout ce qui contribue au commerce entre les nations. Je vous signale que c'est déjà très difficile à faire au sein de l'Europe des Douze qui pourtant se sont engagés, le 31 décembre 1992, à organiser un Marché unique `Marché communautaire`, toutes frontières internes abattues.

- Mesdames et messieurs les parlementaires, si en Uruguay, tout est mis sur la table, la France est prête, dès maintenant, à vous dire qu'elle renoncera aux mesures qui la protègent.

- Mesdames et messieurs, j'ai voulu aborder quelques problèmes brûlants et très actuels. Vous me pardonnerez si je n'ai fait que les effleurer, mais je suis venu vous saluer, vous dire la joie que j'ai, la joie qu'ont mes compagnons de voyage, parmi lesquels plusieurs ministres français, des personnalités de toutes disciplines intellectuelles, industrielles, commerciales. Je veux vous dire combien nous sommes fiers de l'accueil que votre peuple nous réserve. Nous en garderons un grand souvenir, et je veux, ici, exprimer notre reconnaissance au Président Alfonsín, comme à l'ensemble des autorités institutionnelles, comme à l'ensemble du Parlement qui s'est fait l'interprète et l'expression d'une amitié séculaire qu'il nous faut maintenant continuer, approfondir.

- Je souhaite, mesdames et messieurs, qu'ensemble nous échangions un message de paix, un message d'espoir, un message d'amitié. Les peuples argentins et français peuvent, mieux que n'importe qui au monde, relever ce triple défi.